

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 29 juin 2020

Salaires et emplois : Seule comptera notre propre force collective !

Séjour accouche d'une souris : le ministre propose six milliards d'euros pour les salaires de tous les travailleurs de la santé – hors médecins – à se partager entre public et privé, hôpital et Ehpad. Loin des 32 milliards demandés par la CGT-Santé, loin de ce qu'il faudrait pour augmenter de 300 € net mensuels tous les salaires, comme le revendiquent les hospitaliers qui se mobilisent depuis plus d'un an. Pas étonnant qu'avec des annonces pareilles, on ait eu du mal à compter les bulletins la République en marche dans les urnes dimanche soir...

Les milliards pleuvent pour le Cac 40, le chômage flambe

Et puis, six milliards ce n'est pas grand-chose à côté des milliards allongés pour les patrons des différents secteurs : un milliard pour ceux qui embauchent des apprentis, un milliard pour les start-uppers, huit milliards pour l'automobile, quinze milliards pour l'aéronautique... Sans compter le BTP et tous ceux qui profitent du chômage partiel.

Mi-juin, c'étaient 200 millions pour les laboratoires sur la piste du vaccin, y compris pour Sanofi qui a distribué quatre milliards de dividendes cette année et qui a annoncé, il y a quelques jours, un plan de suppression de 1700 postes dans le monde, dont 1000 en France et plusieurs centaines en Allemagne.

Avec Sanofi, la liste des boîtes qui suppriment des postes s'allonge : Renault, Air France, Bayer, Daher, Nokia, etc. Tout comme la liste des entreprises en faillite, qui vont laisser les salariés sur le carreau ou entre les mains d'un repreneur qui fera le sale boulot : la Halle, André et une myriade de petites boîtes.

L'argent public qui pleut par milliards, y compris pour les groupes qui font d'énormes profits, n'a pas vocation d'empêcher la catastrophe : il la subventionne, à condition, paraît-il, qu'il n'y ait pas de « licenciements secs ». Une condition qui n'engage à rien, car les patrons disposent de bien d'autres outils pour sabrer dans les effectifs – non-renouvellement des CDD ou des missions d'intérim ou bien rupture conventionnelle collective et autre plans de départs volontaires forcés.

D'autres font signer des accords de performance collective (APC), par exemple dans l'aéronautique – Derichebourg – ou encore à l'Équipe. Sous prétexte

de « défense de l'emploi », c'est imposer des diminutions de salaire et des augmentations du temps de travail. Bref, le chantage à l'emploi... sans qu'on puisse être sûr qu'à la fin, il n'y ait pas de suppressions de postes ! On se souvient des travailleurs de Continental à Clairoix, où les syndicats avaient signé un accord de ce genre en 2007, avant de voir leur site fermer.

Quelle riposte ?

Face à tout ça, des résistances ont lieu en divers endroits. À Renault, les salariés de Choisy se sont remis en grève ce lundi contre les plans de leur direction. Des débrayages ont également lieu à Flins. Jeudi dernier, les salariés de Luxfer à Gerzat (Puy-de-Dôme) dont l'usine de bonbonnes à oxygène a fermé il y a un an, se sont réunis pour réclamer la nationalisation du site.

Si les nationalisations peuvent apparaître comme des issues pour éviter provisoirement des fermetures, elles ne sont que rarement des boucliers contre les restructurations et les licenciements. Plus souvent, elles les accompagnent et une fois l'entreprise rentable de nouveau, elle est revendue au privé. Quant aux politiciens qui prônent la « souveraineté » et les relocalisations, jamais avarés d'une saillie contre les « Anglais » qui possèdent Luxfer, on ne les entend pas dire que les licenciements avaient commencé dès l'époque du très français Pechiney.

L'offensive patronale est déterminée. Notre riposte doit l'être tout autant ! En ne comptant que sur nos luttes collectives pour imposer la réduction du temps de travail sans perte de salaire, seul moyen de mettre fin au chômage et de vivre mieux.

La direction prépare les cadences d'après

Au Montage, la vitesse de chaîne est en train de revenir aux cadences d'avant confinement. On est sauvé par les arrêts réguliers, sans eux on ne pourrait pas tenir. Les postes sont trop chargés, malgré les écarts. La direction maintient le mixte D34/208, à la même vitesse de chaîne que s'il n'y avait que des 208. Celle-ci devait se finir en juin, mais la direction annonce octobre ou novembre... Tant qu'elle est là, pas question pour la direction de songer à une nouvelle répartition. On devra donc la lui imposer !

La direction et ses batteries de mauvaises habitudes

Montage, B2, MV3, la direction a supprimé le poste au test des batteries. C'est au monteur de roue de récupérer la charge de travail, en plus de ce qu'il fait déjà. Vu le nombre de batteries à tester, brancher, ou débrancher, tu coules si personne ne vient t'aider.

Ce n'est pas pour rien qu'il y avait un poste avant, c'était pour que le travail puisse être fait...

Une direction de manipulateurs

À la Peinture, secteur Bac Batterie, les manipulateurs sont sans arrêt en panne ou fonctionnent mal. Il y a quelques mois, la direction parlait encore d'un secteur neuf, d'avenir... quelle supercherie ! Elle laisse les salariés galérer avec du matériel inadapté.

On n'est pas là pour se bousiller la santé, on ne va pas se presser. Malgré ses promesses, depuis des mois, la direction ne fait aucun effort pour améliorer la situation, on ne voit pas pourquoi on en ferait plus.

Le 14 Juillet : tout un système à renverser

À PSA Rennes, le 14 juillet sera travaillé comme la plupart des samedis obligatoires de juin, juillet, août et septembre. Les salariés en bavent à la chaîne alors que plusieurs centaines d'intérimaires de l'usine restent au chômage : c'est aberrant ! Répartissons le travail entre tous à Rennes comme ailleurs, en travaillant moins, avec maintien des salaires !

Pour gagner : se faire craindre

À PSA Valenciennes (usine de boîtes de vitesse), le 25 juin, 100 % du secteur MB6 de l'Assemblage s'est mis en grève contre le travail le samedi obligatoire. La direction a cédé : les travailleurs ont obtenu que le samedi soit uniquement au volontariat, le paiement de l'heure de grève et une prime de prévenance tardive. De peur d'une extension du mécontentement, la direction a rendu aussi le samedi au volontariat dans d'autres secteurs. Seule la lutte paie !

Nokia Nozay : un autre plan, un même combat

Nokia a annoncé plus de 1 200 suppressions de postes en France. Sur le centre technique de Nozay (91), ce sont plus de 800 emplois qui sont menacés par ce plan, le 4^e depuis 2016 ! Nokia fait des bénéfices, mais parle de gagner en compétitivité.

Toute ressemblance avec Renault ou PSA n'a rien d'une coïncidence : c'est la même politique qui consiste à exploiter toujours plus les salariés pour enrichir les actionnaires. Ces plans patronaux ne sont pas déconnectés les uns des autres, alors il faut les bloquer tous ensemble.

La bonne méthode pour créer des postes

À Renault Cléon mardi 16, un rassemblement du secteur de 60 ouvriers a fait lâcher à la direction la création de 14 postes, faisant passer les effectifs de 60 à 74 (+ 25 %). Ce secteur, qui fabrique les moteurs pour Daimler, est l'un des pires de l'usine, avec des conditions de travail encore aggravées par le licenciement des intérimaires à la reprise post-confinement.

La direction de Renault a la trouille de la moindre étincelle dans ce contexte explosif de restructurations tous azimuts : bien fait pour elle !

Se battre pour garder son emploi à Renault Flins !

Le 17 juin, près de 1 800 salariés de Renault Flins ont débrayé contre le projet de la direction de ne plus produire de véhicule sur le site en 2024. La direction cherche à endormir tout le monde en disant qu'elle va transférer vers le site de Flins l'activité de reconditionnement de moteurs et boîtes de vitesse de l'usine de Renault Choisy (94) menacée de fermeture. Elle parle même de faire de Flins un site de formation et de fabrication de prototype... Au mieux ça occupera quelques centaines des 4 000 salariés actuels du site. On connaît la chanson : le site de PSA Aulnay devait être remplacé par l'implantation d'un grand projet créateur... de 600 emplois : on n'a rien vu !

Avec ou sans fermeture définitive, les intentions de la direction sont clairement de vider le site. Les salariés de Renault ont raison de commencer la lutte tout de suite, et de vouloir imposer le maintien des emplois : à Choisy comme à Flins.

Si on fait confiance aux promesses de nos directions, on n'aura aucun avenir !

Algérie : la mobilisation est toujours là !

Avec le confinement pour cause de virus décrété mi-mars, le pouvoir algérien croyait avoir trouvé l'occasion de tuer définitivement le mouvement populaire contre le régime en déclarant illégales ses manifestations. Un nouveau code pénal s'en prend aussi à la liberté d'expression en bâillonnant blogueurs et journalistes contestataires. Mais la crise économique s'aggrave et la colère contre le régime ne peut que se renforcer. De nouvelles manifestations ont éclaté les 12 et 19 juin à Béjaïa en Kabylie, violemment réprimées par la police. Le renforcement de la répression n'empêche pas le réveil du mouvement contestataire qui dure depuis 16 mois.